plusieurs fois de l'état du pays. Il a commencé son discours en nous félicitant de notre prospérité générale, et il a dit qu'il ne pouvait mieux terminer que par une répétition des mêmes félicitations. On admet à la vérité, que nous avons une part, une légère part, une modeste part, qui mérite à peine d'être mentionnée, qu'on ne doit mentionner à tout événement qu'à voix basse, dans cette dépression que l'on dit exister dans la République voisine et aussi dans la Grande-Bretagne. Mais on nous dit que nous sommes mieux que ces deux pays, qui offrent les deux grands exemples de l'application, l'un de la théorie libre-échangiste, et l'autre de la doctrine protectionniste. Je suppose que nous sommes parvenus au juste milieu dans notre politique fiscale. Voilà, je présume, que nous sommes arrivés à la perfection. On a trop de protection aux Etats-Unis et les crises y sont plus sérieuses; on n'a pas assez de protection en Angleterre et les crises y sont plus terribles; mais notre heureux Canada, dont les destinées financières sont dirigées par l'honorable député qui me sourit avec tant de douceur et qui, sans doute, sourirait comme cela sur un husting de Saint-Jean, s'il s'y trouvait aujourd'hui—notre heureux Canada, dis-je, a trouvé le juste milieu. Il ne se donne pas trop de libre-échange, il ne se donne pas trop de protection, et conséquemment la dépression des affaires y est beaucoup plus légère. Mais il y a une dépression. C'est maintenant reconnu; mais on le niait pour la forme l'année dernière. Je me souviens qu'il y a deux ou trois ans l'honorable ministre des finances prophétisait—se tenant comme aujourd'hui sur un terrain éminent, avec des moyens et des sources d'informations inaccessibles au public en général, responsable comme il l'est au moins jusqu'au point de donner le ton et la tournure à l'opinion publique, ce qui est important sous ces rapports—prophétisait, dis-je, dix années de prospérité, et invitait ceux qui avaient confiance en lui à mettre toutes voiles dehors pendant ce temps et à les carguer ensuite. L'année dernière il nous offrait une prospérité modifiée. Trois ans s'étaient écoulés, alors ils ne nous promettait plus les dix ans; mais il nous donnait encore sept ans à compter de la dernière session. Ce n'était pas la prospérité absolue, ce n'était pas une prospérité à toutes voiles; vous aviez à prendre un ou deux ris, et si vous ne preniez qu'un ris ou deux et que vous fussiez prudents, vous aviez sept années de prospérité. Bien, nous avons eu une année de prospérité mixte de l'honorable député; nous avons eu une année de navigation à petites voiles, et j'en ai peur dans bien trop de cas avec une mâture délabrée et des mâts de fortune, et, dans d'autres cas, ayant à déplorer des naufrages sur des rochers ou des récifs dont quelques-uns ont été créés par l'honorable député lui-même. Je dis que nous avons eu cette époque de contretemps, et maintenant on nous dit qu'il y a une dépression mais que c'est seulement une dépression modifiée. Quel contraste cela forme avec les dix années de prospérité à pleines voiles et même avec les sept années de prospérité modifiée promises l'année dernière! Quel contraste présente l'état du pays à la lumière des promesses faites par l'honorable député immédiatement avant les élections générales de 1882! Que nous dit-on aujourd'hui de ces industries croissantes qui devaient être établies, pourvu que l'honorable député obtînt le verdict qu'il sollicitait et qu'il a obtenu sur la foi des promesses fallacieuses faites en 1882?

L'honorable premier ministre parlant à Toronto, disait:

Je vous dis ceci, et ce n'est pas une supposition, mais une chose sûre et connue de moi, qu'on se prépare à placer en Canada des millions de piastres; c'est qu'il y a des millions en Angleterre et des sommes énormes aux Etats-Unis qu'on se dispose à placer dans chaque espèce d'industrie, dans les mines et dans les manufactures de toute espèce.

Et un peu après il disait:

Tout ce que demandent les capitalistes en Canada, en Angleterre, aux Etats-Unis, et même en France et en Allemagne, c'est de savoir si le pays est constamment, définitivement d'opinion que la politique nationale sera continuée telle qu'établie en 1878.

Il nous promettait, non pas en se basant sur des observations, des conjectures, des impressions ou des calculs, mais avec certitude et connaissance de cause, que s'il obtenait le verdict qu'il a obtenu quelques semaines après, nous verrions non seulement une continuation de l'activité industrielle d'alors, non seulement une continuation des placements industriels d'alors, mais une énorme affluence de capitaux qui seraient placés dans diverses industries. Où sont-ils, je vous le demande encore, où sont-ils ces millions qui devraient être ici, d'après ce que nous assurait l'honorable député, avec une attitude absolue, s'il était maintenu au pouvoir?

Le gracieux discours du Trône nous assure que notre prospérité commerciale repose sur des fondements qu'aucune perturbation partielle ou temporelle ne peut ébranler. J'approuve cette proposition dans un sens. J'en suis heureux, parce que je ne désire pas proposer d'amendement à l'adresse. J'approuve, ai-je dit, cette proposition dans un sens. La prospérité dont nous pouvons jouir dans ce pays repose sur des bases permanentes. Elle repose sur la terre et sur la mer. Elle repose sur la fertilité du sol, sur nos produits agricoles, sur les grandes ressources de nos forêts, sur nos minéraux, sur nos navires, sur nos pêcheries; mais si importantes et si considérables que soient ces moyens, la prospérité du Canada repose et reposera encore pendant plusieurs générations sur le sol. Et, ceci étant admis, la prospérité dépend de l'activité et de l'énergie bien appliquées de la population et de sa modération dans les dépenses. Si cette énergie et ces talents sont bien employés, si cette frugalité est pratiquée, nous croîtrons dans notre commerce et nos manufactures. Mais l'honorable député lit manifestement le discours du Trône d'une autre manière. Il ne croit pas que notre commerce et notre prospérité dépendent de ces grandes ressources que j'ai indiquées, et que l'honorable ministre des finances peut en vérité modifier et qu'il peut changer jusqu'à un certain point; mais il est d'opinion que les actes du Parlement tiennent lieu de ces ressources. Nous devrions, placés dans les circonstances où nous sommes, ayant passé par une longue période de liquidations, de dépression et d'économies, durant laquelle toutes les faibles maisons de commerce ont été éliminées; ayant recommencé les affaires il y a peu de temps, nous devrions, dans le cours ordinaire des choses, avoir droit de nous attendre non pas à l'ère de prospérité promise par le ministre des finances, mais à une longue série d'années de prospérité extraordinaire. C'est ce que les événements passés et l'expérience de différentes nations marchandes nous auraient fait prévoir. Ce que nous avons eu, c'est une lueur trop courte de prospérité. Ce que nous avons obtenu par la politique de l'honorable député, ce n'est pas un affermissement de cette prospérité, mais c'en a été l'abrégement. L'ère de prospérité a été raccourcie et des perturbations ont été créées par le système que l'honorable député vante comme le véritable fondement de la prospérité même. Comment cela est-il arrivé? L'honorable député parle de perturbations. Il parle de désordres temporaires et partiels. Il y a eu des désordres bien peu partiels, mais passablement généraux,—non pas très temporaires, parce qu'ils ont duré assez longtemps. Il y a eu des désordres qu'il a lui-même créés. Il y a eu le désordre d'une taxation élevée, excessive. Il y a eu le désordre d'une taxation inégale, injuste. Il y a eu le désordre d'une taxation partiale. Il y a eu le désordre d'une somme inutile d'impôts. On a retiré inutilement les épargnes du peuple du montant destiné à l'administration des affaires du peuple.

Il y a eu diversion et les capitaux sont devenus craintifs.

La politique de l'honorable député a causé de grandes pertes; elle a ruiné le capital, comme elle a encouragé, outre mesure, la spéculation.

Certaines industries ont été trop favorisées. Elles ont pu imposer des prix trop élevés, tandis qu'elles constituaient de véritables monopoles, et le résultat naturel, inévitable et prévu, s'est fait sentir même plus tôt que l'on s'y attendait.